



# Instabilité Politique et Performance des Entreprises en République Démocratique du Congo

*Benjamin Kanze Muhoza et  
Socrates Kraido Majune*

Octobre 2023 / No.786

## Résumé

Cette étude analyse l'effet de l'instabilité politique sur la performance des entreprises en République démocratique du Congo (RDC), l'un des pays les plus instables d'Afrique subsaharienne. Nous utilisons des données de panel regroupées pour trois séries d'enquêtes de la Banque mondiale sur les entreprises de la RDC (2006, 2010 et 2013) afin d'analyser l'effet de l'instabilité politique sur cinq mesures de la performance : la croissance des employés, la croissance des ventes, la productivité, l'investissement et le statut d'exportation. Les résultats du modèle de changement endogène révèlent que l'instabilité

politique agit négativement sur la performance des entreprises en RDC. En présence d'instabilité politique, l'augmentation du nombre d'employés, la croissance des ventes, la productivité et la croissance de l'investissement diminuent de manière significative. Inversement, les entreprises qui ne connaissent pas l'instabilité politique se développent en termes d'augmentation du nombre d'employés, de croissance des ventes, de productivité, d'investissement et d'activités d'exportation. Nos résultats sont robustes lorsque nous remplaçons l'instabilité politique par des pertes dues au vol, au cambriolage et au saccage. À des fins politiques, nous recommandons que la stabilité politique soit renforcée par la bonne volonté politique et la législation en faveur de la paix. Les entreprises peuvent également faire pression en ce sens par l'intermédiaire de leurs associations professionnelles et de plateformes telles que les partenariats public-privé qui les relient au gouvernement.

## Introduction

Il existe une forte corrélation entre des institutions efficaces et le développement économique (Acemoglu & Robinson, 2012). Les politiques visant à renforcer la croissance économique reposent sur la qualité des institutions politiques, qui jouent en fin de compte un rôle de premier plan dans la détermination de la trajectoire du développement économique. Par exemple, la stabilité politique et le type de régime en Afrique ont une incidence significative sur le produit intérieur brut (PIB) par habitant, la productivité totale des facteurs du secteur agricole et la croissance économique (Bates et al., 2013 ; Dalyop, 2019). À ce titre, il est nécessaire de disposer de bonnes institutions qui mettent en œuvre les politiques et, en fin de compte, favorisent le développement économique.

L'environnement des entreprises est un canal par lequel les institutions politiques favorisent la croissance et qui a récemment attiré l'attention des décideurs politiques, compte tenu de sa capacité à améliorer les performances des entreprises (Commander & Svejnar, 2011) et de sa propension à stimuler la productivité des entreprises (Anos-Casero & Udomsaph, 2009). Les politiques visant à promouvoir la croissance des entreprises se sont concentrées sur la réduction des contraintes telles que les problèmes financiers, juridiques et de corruption (Beck et al., 2005). Les petites entreprises sont celles qui subissent le plus de contraintes dans tous les domaines. Des preuves empiriques ont montré que les contraintes financières augmentent de manière significative la probabilité que les entreprises sortent du marché, tandis que l'accès aux ressources financières externes a un effet positif sur la croissance des entreprises en termes de ventes, de stock de capital et d'emploi (Musso & Schiavo, 2008). Toutefois, l'effet et l'ampleur de ces contraintes varient selon les pays, le niveau de développement économique et les caractéristiques des entreprises (Beck et al., 2005 ; Commander & Svejnar, 2011).

Asongu et Odhiambo (2019) ont passé en revue les difficultés rencontrées pour faire des affaires en Afrique. Les problèmes liés au coût de la création et de la gestion d'une entreprise, à la pénurie d'électricité, au manque d'accès au financement, à la fiscalité élevée et à la faiblesse du commerce transfrontalier ont été identifiés comme prévalents sur l'ensemble du continent. Améliorer l'environnement des entreprises en réduisant le niveau de ces contraintes est coûteux et peut prendre beaucoup de temps. Toutefois, comme le notent Bah et Fang (2015), certaines contraintes peuvent être levées rapidement en présence d'une forte volonté politique. De même, l'instabilité politique a des conséquences sur l'amélioration du secteur des affaires et la croissance des entreprises. Par exemple, elle a un effet négatif direct sur l'innovation (Allard et al., 2012), a une influence substantielle sur l'entrepreneuriat formel et informel (Autio & Fu, 2015), agit sur la capacité d'une entreprise à exporter (Kapri, 2019 ; Elango & Pangarkar, 2020) et a un effet causal négatif sur la performance de l'entreprise (Hosny, 2017, 2020).

La littérature empirique semble s'accorder sur le fait que l'instabilité politique nuit à la croissance des entreprises (Hosny, 2017, 2020 ; Matta et al., 2018). Cependant, les données empiriques existantes souffrent de deux lacunes que nous avons identifiées. Premièrement, elles ne couvrent pas l'Afrique subsaharienne (ASS) et, deuxièmement et surtout, les pays qui ont connu de longues périodes d'instabilité politique ne font pas l'objet de recherches suffisantes. La plupart des études existantes sont ancrées dans des contextes particuliers qui ont alimenté l'instabilité politique. Par exemple, Matta et al. (2018) et Hosny (2020) ont étudié l'effet de l'instabilité politique sur les entreprises, mais cette instabilité a été occasionnée par la révolution du Jasmin en Tunisie. Hosny (2017) a positionné l'étude dans le contexte de la révolution égyptienne entourant la chute du président Moubarak. Ce qui est frappant ici, c'est que non seulement l'ASS est à peine couverte par la littérature existante, mais la région compte certains des pays les plus durablement instables au monde (Chacha & Edwards, 2019). Cette étude vise à combler cette lacune en examinant la performance des entreprises dans un contexte d'instabilité politique durable, en utilisant le cas de la République démocratique du Congo (RDC). À notre connaissance, il s'agit du premier article à étudier les liens entre l'instabilité politique et la performance des entreprises en RDC.

La RDC se situe à un rang élevé en termes d'instabilité politique dans le monde, mais les preuves empiriques de son effet sur la performance des entreprises manquent pour le pays. Des études au niveau microéconomique en RDC ont étudié comment la performance des entreprises est influencée par le genre (Mwisha, 2012), l'environnement des affaires (Sebigunda, 2013), et le capital humain (Urban & Kongo, 2015). En outre, les décideurs politiques en RDC ciblent de plus en plus les politiques qui améliorent la performance du secteur privé comme stratégie de diversification économique (Banque mondiale, 2015). Certaines politiques comprennent la simplification du système fiscal national, la création de tribunaux de commerce et de tribunaux du travail, la mise en place de mécanismes de sécurité des

investissements et l'interdiction de la nationalisation et de l'expropriation. D'autres sont la liberté de transfert des revenus générés et la réduction du délai de création formelle d'une entreprise (à trois jours) par le biais d'un guichet unique (ANAPI [Agence Nationale pour la Promotion des Investissements], 2021). Néanmoins, le succès de ces interventions est susceptible d'être mis à mal par l'instabilité politique, d'où la nécessité d'informer les politiques en RDC sur l'effet de l'instabilité politique sur la performance des entreprises.

En utilisant des données de panel regroupées provenant de l'enquête de la Banque mondiale sur les entreprises (WBES) pour les années 2006, 2010 et 2013, cette étude explore l'effet de l'instabilité politique sur cinq indicateurs de performance des entreprises, à savoir la croissance des effectifs, la croissance des ventes, la productivité, l'investissement et le statut d'exportation. Nous utilisons un modèle de changement endogène, qui a été étroitement appliqué dans le contexte de l'instabilité politique, pour cet exercice. Nos résultats révèlent que l'instabilité politique réduit la croissance des employés, la croissance des ventes, la productivité et l'investissement de 419%, 54%, 36% et 68%, respectivement. Ces résultats sont robustes lorsque l'instabilité politique est remplacée par les pertes liées au vol, au cambriolage et au saccage (dans ce cas, la probabilité d'exporter diminue de 2,6 %).

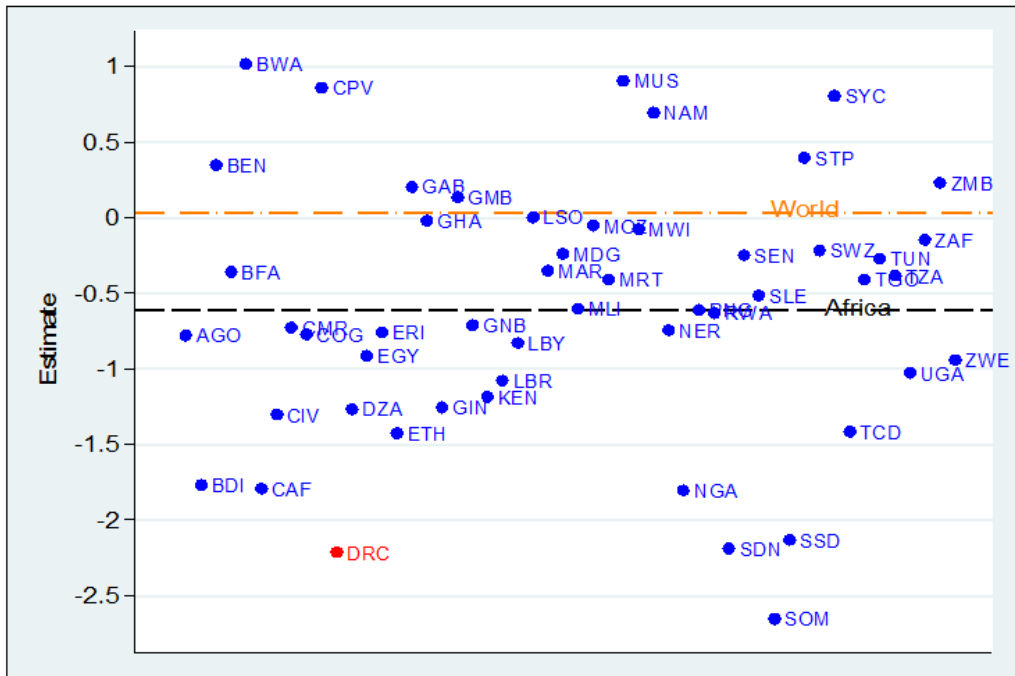
## **Faits stylisés sur l'instabilité politique et les contraintes des entreprises en RDC**

Depuis son accession à l'indépendance en 1960, la République démocratique du Congo (RDC) est l'un des pays les plus instables au monde. Comme le montre la figure 1, l'estimation de la stabilité politique en RDC est de loin inférieure à celle du monde et de l'Afrique. La RDC est environ quatre fois plus instable politiquement que la moyenne africaine, et plus de 20 fois plus instable que le taux moyen d'instabilité politique mondial. La RDC est également le deuxième pays le plus instable politiquement en Afrique après la Somalie (SOM), ce qui signifie que la RDC est le pays le plus instable d'Afrique centrale, une région qui compte certains des États les plus fragiles au monde, tels que le Burundi (BDI), la République centrafricaine (RCA) et le Sud-Soudan (SSD).

Le tableau 1 compare les performances de la RDC à celles de l'Afrique et du monde sur plusieurs indicateurs de l'environnement des affaires. La RDC obtient des résultats médiocres pour la plupart des indicateurs : plus d'entreprises subissent des pertes dues au vol, à la criminalité et au pillage que dans les pays d'Afrique et dans le monde. La plupart des entreprises de la RDC s'approvisionnent en fonds à l'intérieur du pays plutôt qu'auprès des banques, ce qui indique un système financier faible et des problèmes liés à l'accès au crédit pour les entreprises. La part des entreprises ayant des états financiers audités en RDC est presque la moitié de celle de la moyenne

africaine et du monde. Le secteur informel semble jouer un rôle plus important en RDC que dans le reste de l'Afrique et du monde, tandis que davantage d'entreprises subissent des pannes d'électricité dans le pays par rapport à l'Afrique et au monde. Plus d'entreprises identifient les licences et permis d'exploitation comme une contrainte majeure en RDC (38%) par rapport à l'Afrique (30%) et au monde (22%).

**Figure 1 : Classement des pays africains selon les estimations d'instabilité politique (moyenne, 1996-2019)**



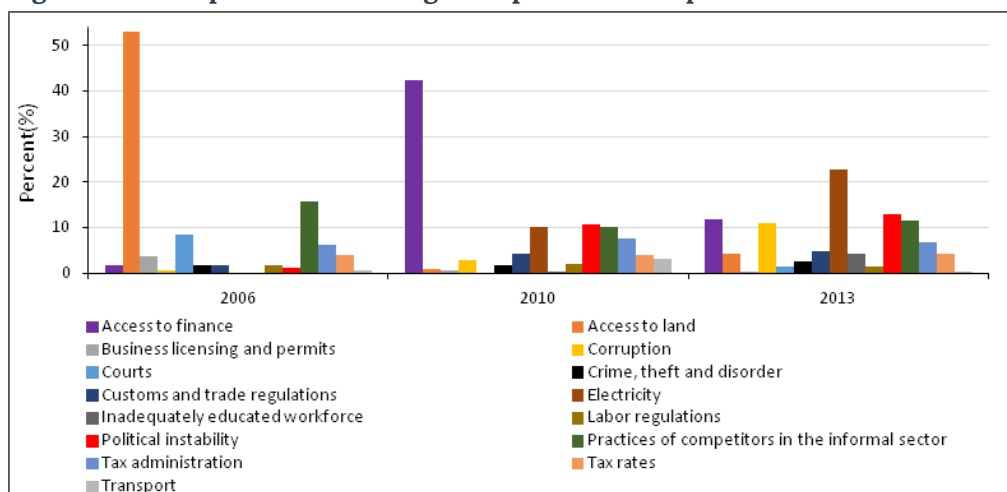
Note : L'estimation de l'instabilité politique varie d'environ -2,5 (forte instabilité politique) à 2,5 (faible instabilité politique).  
 Source : Données construites par les auteurs à partir des données des indicateurs de gouvernance mondiale.

La figure 2 présente les principaux obstacles signalés par les entreprises lors des trois vagues de l'enquête WBES en RDC. L'accès à la terre, les pratiques des concurrents du secteur informel et les tribunaux étaient les trois principaux obstacles aux activités des entreprises formelles en 2006. La figure 2 montre qu'en 2006 et 2010, l'accès à la terre et l'accès au financement ont été signalés comme des contraintes majeures et autonomes, bien au-delà des autres contraintes signalées. Alors qu'en 2013, l'accès à l'électricité est signalé comme la contrainte la plus importante, il n'est pas aussi important que les autres contraintes majeures des vagues précédentes. En outre, il n'y a pas de contrainte unique qui soit dominante dans les trois vagues, et la contrainte la plus importante signalée est différente dans chaque vague de l'enquête. L'impact de certains obstacles s'est estompé au fil du temps, mais la gravité de l'instabilité politique, parmi tous les obstacles majeurs au fonctionnement des entreprises, a constamment augmenté au fil du temps, en particulier au cours des deux dernières vagues, ce qui confirme l'importance que nous lui accordons.

**Tableau 1 : Comparaison des indicateurs clés pour la RDC, l'Afrique et le monde**

Indicateurs	RDC	Afrique	Monde
Pourcentage des pertes de chiffre d'affaires annuelles dues au vol, à la criminalité et au pillage	8.3%	7.9%	5.5%
Part des investissements financés au niveau interne	92.2%	74.4%	72.1%
Proportion du fonds de roulement financé par les banques	1.9%	8.3%	10.8%
Examen des états financiers annuels par les auditeurs externes	25.4%	48.6%	46.5%
Participation des femmes par rapport à la propriété de l'entreprise	15.1%	29.2%	33.6%
Proportion d'entreprises en concurrence avec des entreprises non enregistrées et des entreprises du secteur informel	78.4%	69.5%	53.6%
Proportion d'entreprises victimes de pannes d'électricité	89.3%	77.5%	57.3%
Pourcentage d'entreprises qui considèrent les licences et permis comme une contrainte majeure	38.4%	29.6%	22.1%

Source: WBES (2014).

**Figure 2 : Principaux obstacles signalés par une entreprise**

Source: WBES (2006, 2010, and 2013).

Selon la WBES, comme le montre la figure 2, plusieurs contraintes jouent un rôle dans l'entrave aux perspectives des entreprises en RDC. Cependant, selon l'enquête la plus récente, la RDC fait mieux que la moyenne de l'Afrique subsaharienne sur certains des obstacles signalés. Par exemple, alors que l'accès au financement a été signalé comme une contrainte majeure en 2010, c'est un obstacle moins important en RDC par rapport à la moyenne de l'ASS. Bien qu'importantes, d'autres contraintes signalées peuvent d'une certaine manière être liées à l'inefficacité des institutions, une

caractéristique marquante des pays politiquement instables. Ainsi, on peut affirmer que certains de ces obstacles sont le résultat d'un manque de stabilité qui ne permet pas l'application de la loi et la compétitivité. Les entreprises opérant dans de tels contextes ont tendance à être moins performantes (Yasar et al., 2011).

## Conclusion

Cette étude a pour but d'examiner l'effet de l'instabilité politique sur les performances des entreprises en RDC. En effet, la RDC se situe à un niveau élevé en termes d'instabilité politique. En même temps, le pays cherche à améliorer la performance du secteur privé qui est susceptible d'être mis à mal par l'instabilité politique. En utilisant des données de panel regroupées provenant de l'enquête de la Banque mondiale sur les entreprises en RDC pour 2006, 2010 et 2013, nous analysons l'effet de l'instabilité politique sur cinq mesures de la performance : l'augmentation du nombre d'employés, l'augmentation des ventes, la productivité, l'investissement et le statut d'exportation.

Les résultats du modèle de commutation endogène révèlent que l'instabilité politique agit négativement sur la performance des entreprises en RDC. En présence d'instabilité politique, l'augmentation du nombre d'employés, la croissance des ventes, la productivité et la croissance des investissements diminuent respectivement de 419%, 53%, 36% et 68%. À l'inverse, les entreprises qui ne connaissent pas l'instabilité politique augmentent de 1 388 % en termes d'augmentation du nombre d'employés, de 240 % pour la croissance des ventes, de 1 773 % pour la productivité, de 9 % pour l'investissement et de 64 % pour les activités d'exportation. Nos résultats sont robustes lorsque nous remplaçons l'instabilité politique par des pertes dues au vol, au cambriolage et au saccage. Les ventes se contractent de 27% tandis que la probabilité d'exporter diminue de 2,6% lorsqu'une entreprise est exposée au vol, au cambriolage et au pillage. Les entreprises qui ne sont pas exposées au vol, au cambriolage et au pillage connaissent une croissance selon nos indicateurs de résultats.

Sur le plan politique, nous recommandons de renforcer la stabilité politique. Cela devrait se faire à travers la bonne volonté politique et la législation qui milite en faveur de la paix. Les entreprises peuvent également faire pression en ce sens par l'intermédiaire de leurs associations professionnelles et de plates-formes telles que les partenariats public-privé qui les relient au gouvernement.

# Références

- Abu, N., M.Z. Karim and M.I. Aziz. 2015. "Corruption, political instability and economic development in the Economic Community of West African States (ECOWAS): Is there a causal relationship?" *Contemporary Economics*, 9(1): 45–60. doi:10.5709/ce.1897-9254.159
- Acemoglu, D. and J. Robinson. 2012. *Why Nations Fail: The Origins of Power, Prosperity and Poverty*. New York: Crown Business.
- Allard, G., C. Martinez and C. Williams. 2012. "Political instability, pro-business market reforms and their impacts on national systems of innovation". *Research Policy*, 41(3): 638–51. doi:10.1016/j.respol.2011.12.005
- Asongu, S. and N. Odhiambo. 2019. "Challenges of doing business in Africa: A systematic review". *Journal of African Business*, 20(2): 259–268. doi:10.1080/15228916.2019.1582294
- Autio, E. and K. Fu. 2015. "Economic and political institutions and entry into formal and informal entrepreneurship". *Asia Pacific Journal of Management*, 32: 67–94. doi:10.1007/s10490-014-9381-0
- Bah, E. and L. Fang. 2015. "Impact of the business environment on output and productivity in Africa". *Journal of Development Economics*, 114: 159–71. doi:10.1016/j.jdeveco.2015.01.001
- Bates, R., S. Block, G. Fayad and A. Hoeffler. 2013. "The new institutionalism and Africa". *Journal of African Economies*, 22(4): 499–522. doi:10.1093/jae/ejs031
- Beck, T., A. Demirgüç Kunt and V. Maksimovic. 2005. "Financial and legal constraints to growth: Does firm size matter?" *The Journal of Finance*, 60(1): 137–77. doi:10.1111/j.1540-6261.2005.00727.x
- Camacho, A. and C. Rodriguez. 2012. "Firm exit and armed conflict in Colombia". *Journal of Conflict Resolution*, 57(1): 89–116. doi:10.1177/0022002712464848
- Cerra, V. and S.C. Saxena. 2008. "Growth dynamics: The myth of economic recovery". *American Economic Review*, 98(1): 439–57. doi:10.1257/aer.98.1.439
- Chacha, P. and L. Edwards. 2019. "Exporting to fragile states in Africa: Firm-level evidence". *Review of Development Economics*, 23(3): 1177–1201. doi:10.1111/rode.12408
- Collier, P. and M. Duponchel. 2013. "The economic legacy of civil war: Firm-level evidence from Sierra Leone". *Journal of Conflict Resolution*, 57(1): 65–88. doi:10.1177/0022002712464847
- Commander, S. and J. Svejnar. 2011. "Business environment, exports, ownership, and firm performance". *The Review of Economics and Statistics*, 93(1): 309–37. doi:10.1162/REST\_a\_00135
- Cukierman, A., S. Edwards and G. Tabellini. 1992. "Seigniorage and political instability". *American Economic Review*, 82(3): 537–55.
- Dalyop, G. 2019. "Political instability and economic growth in Africa". *International Journal of Economic Policy Studies*, 13: 217–57. doi:10.1007/s42495-018-0008-1
- Devereux, M. and J. Wen. 1998. "Political instability, capital taxation, and growth". *European Economic Review*, 42(9): 1635–51. doi:10.1016/S0014-2921(97)00100-1
- Dupas, P. and J. Robinson. 2010. "Coping with political instability: Micro evidence from Kenya's 2007 election crisis". *American Economic Review*, 100(2): 120–24. doi:10.1257/aer.100.2.120
- Elango, B. and N. Pangarkar. 2020. "Home country institutional impact on the choice of direct



- vs indirect exports: An emerging markets perspective". *International Marketing Review*, 38(2): 387–41. doi:10.1108/IMR-09-2019-0231
- Fosu, A. 1992. "Political instability and economic growth: Evidence from sub-Saharan Africa". *Economic Development and Cultural Change*, 40(4): 829–41.
- Fosu, A. 2003. "Political instability and export performance in sub-Saharan Africa". *Journal of Development Studies*, 39(4): 68–83. doi:10.1080/713869426
- Guidolin, M. and E.L Ferrara. 2007. "Diamonds are forever, wars are not: Is conflict bad for private firms". *The American Economic Review*, 97(5): 1978–93. doi:10.1257/aer.97.5.1978
- Gyimah-Brempong, K. and T. Traynor. 1999. "Political instability, investment and economic growth in sub-Saharan Africa". *Journal of African Economies*, 8(1): 52–86. doi:10.1093/jae/8.1.52
- Hjort, J. 2014. "Ethnic divisions and production in firms". *The Quarterly Journal of Economics*, 129(4): 1899–1946.
- Hosny, A. 2017. "Political stability, firm characteristics and performance: Evidence from 6,083 private firms in the Middle East". *Review of Middle East Economics and Finance*, 13. <https://doi.org/10.1515/rmeef-2017-0005>.
- Hosny, A. 2020. "What is the cost of political instability in Tunisia? Evidence from 592 private firms". *African Journal of Economic Review*, 8(3): 1–19.
- Ismail, A. and K. Rashid. 2014. "Time series analysis of the nexus among corruption, political instability and judicial inefficiency in Pakistan". *Quality & Quantity*, 48: 2757–71. doi:10.1007/s11135-013-9922-5
- Krammer, S., R. Strange and A. Lashitew. 2018. "The export performance of emerging economy firms: The influence of firm capabilities and institutional environments". *International Business Review*, 27(1): 218–30. doi:10.1016/j.ibusrev.2017.07.003
- Ksoll, C., R. Macchiavello and A. Morjaria. 2021. "Electoral violence and supply chain disruptions in Kenya's floriculture industry". *Review of Economics and Statistics* (forthcoming).
- Lacroix, J., P. Méon and K. Sekkat. 2020. "Democratic transitions can attract foreign direct investment: Effect, trajectories, and the role of political risk". *Journal of Comparative Economics*, 49(2): 340–57. <https://doi.org/10.1016/j.jce.2020.09.003>.
- Leon, F. and I. Dosso. 2020. "Civil conflict and firm recovery: Evidence from post-electoral crisis in Côte d'Ivoire". FERDI Working Paper No. 266. Foundation for Studies and Research on International Development, May.
- Matta, S., S. Appleton and M. Bleaney. 2018. "The microeconomic impact of political instability: Firm-level evidence from Tunisia". *Review of Development Economics*, 22(4): 1590–1619. doi:10.1111/rode.12388
- Muhammad, A., A. D'Souza and W. Amponsah. 2013. "Violence, instability, and trade: Evidence from Kenya's cut flower sector". *World Development*, 51: 20–31. doi:10.1016/j.worlddev.2013.05.004
- Mwisha, K.J. 2012. *Gender and Entrepreneurial Performance in the Democratic Republic of Congo*. ICBE-RF Research Report No. 42/12. Investment Climate and Business Environment Research Fund, Ottawa, December.
- Seck, A. 2020. "Heterogeneous bribe payments and firms' performance in developing countries". *Journal of African Business*, 21(1): 42–61. doi:10.1080/15228916.2019.1587806

- Shumetie, A. and M. Watabaji. 2019. "Effect of corruption and political instability on enterprises' innovativeness in Ethiopia: Pooled data based". *Journal of Innovation and Entrepreneurship*, 8(11): 1–19. doi:10.1186/s13731-019-0107-x
- Tohmé, F., M. Caraballo and C. Dabús. 2021. "Instability, political regimes and economic growth. A theoretical framework". *Metroeconomica*, 73(1): 291–317. doi:10.1111/meca.12362
- Urban, B. and M. Kongo. 2015. "The relevance of human capital to firm performance: A focus on the retail industry in Kinshasa, Democratic Republic of Congo". *Acta Commercii*, 15(1): 1–9. doi:10520/EJC168412
- Wagner, J. 2016. "A survey of empirical studies using transaction level data on exports and imports". *Review of World Economics*, 152: 215–25. doi:10.1007/s10290-015-0235-8
- Wooldridge, J. 2002. *Econometric Analysis of Cross Section and Panel Data*. Cambridge, Massachusetts: The MIT Press.
- World Bank. 2015. *Strengthening the Long-Term Resilience of the DRC: The Role of De-Dollarization, Artisanal Prospecting and Economic Diversification*. Washington, D.C.: The World Bank.
- Yasar, M., C. Paul and M. Ward. 2011. "Property rights institutions and firm performance: A cross-country analysis". *World Development*, 39(4): 648–61. doi:10.1016/j.worlddev.2010.09.009



## Mission

Renforcer les capacités des chercheurs locaux pour qu'ils soient en mesure de mener des recherches indépendantes et rigoureuses sur les problèmes auxquels est confrontée la gestion des économies d'Afrique subsaharienne. Cette mission repose sur deux prémisses fondamentales.

Le développement est plus susceptible de se produire quand il y a une gestion saine et soutenue de l'économie.

Une telle gestion est plus susceptible de se réaliser lorsqu'il existe une équipe active d'économistes experts basés sur place pour mener des recherches pertinentes pour les politiques.

Intégrer la rigueur et les données probantes dans l'élaboration des politiques économiques en Afrique

- Améliorer la qualité.
- Assurer la durabilité.
- Accroître l'influence.

[www.aercafrica.org/fr](http://www.aercafrica.org/fr)

### Pour en savoir plus :



[www.facebook.com/aercafrica](http://www.facebook.com/aercafrica)



[www.instagram.com/aercafrica\\_official/](http://www.instagram.com/aercafrica_official/)



[twitter.com/aercafrica](https://twitter.com/aercafrica)



[www.linkedin.com/school/aercafrica/](http://www.linkedin.com/school/aercafrica/)

Contactez-nous :

Consortium pour la Recherche Économique en Afrique  
African Economic Research Consortium

Consortium pour la Recherche Économique en Afrique  
Middle East Bank Towers,  
3rd Floor, Jakaya Kikwete Road

Nairobi 00200, Kenya

Tel: +254 (0) 20 273 4150

[communications@ercafrica.org](mailto:communications@ercafrica.org)